
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 70

Bill No. 70

Loi modifiant la Loi de la Société
des Traversiers du Québec

An Act to amend the Québec Ferry
Company Act

Première lecture

First reading

M. MAILLOUX

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi n° 70

Loi modifiant la Loi de la Société
des Traversiers du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la Loi de la Société des traversiers du Québec (1971, chapitre 65), modifié par l'article 3 du chapitre 62 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe *a*, des mots « des services connexes » par ce qui suit: « , sur ses navires, des services accessoires ou complémentaires »;

b) par l'addition de l'alinéa suivant:

« La Société peut aussi, avec l'autorisation du ministre des transports, fournir sur terre des services accessoires ou complémentaires à ceux qui font partie de ses objets. »

2. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **4.** Le fonds social autorisé de la Société est de \$10,000,000.

Il est divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

3. L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « attribuées » par le mot « réservées ».

4. L'article 6 de ladite loi est abrogé.

Bill No. 70

An Act to amend the Québec Ferry
Company Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Québec Ferry Company Act (1971, chapter 65), amended by section 3 of chapter 62 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the words "related services" in the fifth line of subparagraph *a* by the following: ", aboard its vessels, accessory or complementary services";

(b) by adding the following paragraph:

"With the authorization of the Minister of Transport, the Company may also provide accessory or complementary services on land, if they are related to its objects."

2. Section 4 of the said act is replaced by the following:

"**4.** The authorized capital of the Company shall be \$10,000,000.

It shall be divided into 100,000 shares of the par value of \$100 each."

3. Section 5 of the said act is amended by replacing the words "alloted to" in the third and fourth lines by the words "reserved for".

4. Section 6 of the said act is repealed.

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet autorise la Société des Traversiers du Québec à organiser tant sur ses navires que sur terre, des services accessoires ou complémentaires à ceux qui font partie de ses objets.

L'article 2 porte de \$3,000,000 à \$10,000,000 le fonds social autorisé de la Société.

L'article 3 précise que les actions de la Société sont réservées au ministre des finances.

L'article 4 est de concordance.

L'article 5 autorise le responsable des achats à Québec ou les gérants locaux de la Société ailleurs qu'à Québec à autoriser les dépenses courantes qui ne dépassent pas \$5,000.

L'article 6 autorise la Société à exproprier des navires avec l'autorisation du gouvernement.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill authorizes the Québec Ferry Company to provide accessory and complementary services on its vessels and on dry land, if they are related to its objects.

Section 2 increases the authorized capital of the Company from \$3,000,000 to \$10,000,000.

Section 3 specifies that the shares of the Company are reserved for the Minister of Finance.

Section 4 is a concordance provision.

Section 5 authorizes the purchaser at Québec or the local managers of the Company elsewhere to authorize current expenditures up to \$5,000.

Section 6 authorizes the Company to expropriate vessels with Government permission.

5. L'article 14 de ladite loi est modifié par l'insertion dans la première ligne du paragraphe *b*, après le mot « président », des mots « , au responsable des achats à Québec ou aux gérants locaux de la Société ailleurs qu'à Québec ».

6. L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La Société peut aussi, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir des navires par voie d'expropriation. Le présent alinéa a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38). »

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. Section 14 of the said act is amended by adding after the word "president" in the first line of paragraph *b* the words " , the person in charge of purchasing at Québec or local managers of the Company elsewhere than at Québec".

6. Section 16 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The Company may also, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, acquire vessels by expropriation. This paragraph shall have effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter 38)."

7. This act shall come into force on the day of its sanction.